

A propos des intellectuels en Suisse romande...

Autor(en): **Prochasson, Christophe**

Objektyp: **Article**

Zeitschrift: **Schweizerische Zeitschrift für Geschichte = Revue suisse d'histoire = Rivista storica svizzera**

Band (Jahr): **44 (1994)**

Heft 4

PDF erstellt am: **19.09.2024**

Persistenter Link: <https://doi.org/10.5169/seals-86245>

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Inhalten der Zeitschriften. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern.

Die auf der Plattform e-periodica veröffentlichten Dokumente stehen für nicht-kommerzielle Zwecke in Lehre und Forschung sowie für die private Nutzung frei zur Verfügung. Einzelne Dateien oder Ausdrucke aus diesem Angebot können zusammen mit diesen Nutzungsbedingungen und den korrekten Herkunftsbezeichnungen weitergegeben werden.

Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. Die systematische Speicherung von Teilen des elektronischen Angebots auf anderen Servern bedarf ebenfalls des schriftlichen Einverständnisses der Rechteinhaber.

Haftungsausschluss

Alle Angaben erfolgen ohne Gewähr für Vollständigkeit oder Richtigkeit. Es wird keine Haftung übernommen für Schäden durch die Verwendung von Informationen aus diesem Online-Angebot oder durch das Fehlen von Informationen. Dies gilt auch für Inhalte Dritter, die über dieses Angebot zugänglich sind.

A propos des intellectuels en Suisse romande...

A l'étranger, particulièrement en France, l'histoire des intellectuels s'est considérablement renouvelée au cours de ces dernières années. Plusieurs travaux importants (Jean-François Sirinelli, Christophe Prochasson, Christophe Charle, Pascal Ory, voire de manière plus spécifique ceux du sociologue Pierre Bourdieu) sont venus enrichir notre connaissance des intellectuels. Parallèlement à ce renouvellement des problématiques et des questionnaires, les historiens suisses ne sont pas en reste.

Deux thèses récentes, l'une signée par un jeune historien romand, Alain Clavien: **Les Helvétistes. Intellectuels et politique en Suisse romande au début du siècle**. Lausanne, Société d'Histoire de la Suisse Romande / Editions d'En Bas, 1994, 323 p., l'autre due à un historien alémanique, Aram Mattioli: **Zwischen Demokratie und totalitärer Diktatur. Gonzague de Reynold und die Tradition der autoritären Rechten in der Schweiz**. Zurich, Orell/Füssli, 1994, 450 p., témoignent chacune à leur manière et sur deux sujets proches de ce renouveau de l'histoire des intellectuels dans notre pays également. A dire vrai, l'ambition de ces travaux ne se réduit pas à la seule histoire d'un groupe social particulier mais touche à des questions de méthodes en débat actuellement, songeons simplement à la toujours problématique articulation de l'histoire des idées et de l'histoire sociale, ou à la redéfinition de l'histoire politique.

Plutôt que de ne consacrer à chacun de ces livres qu'un compte rendu ordinaire, nous avons préféré, dans une rubrique ouverte dans notre précédent numéro, multiplier les points de vue en demandant à trois historiens d'en marquer les points essentiels. Nous espérons ainsi contribuer à notre manière à l'établissement d'un débat, pas nécessairement contradictoire, sur les différentes questions que soulèvent ces travaux et les enjeux qui les soutendent. *La rédaction*

Au prime abord, les recherches d'Alain Clavien et d'Aram Mattioli s'inscrivent dans une perspective thématique et méthodologique identique, à savoir celle d'une histoire intellectuelle portant sur les concepts élaborés par Pierre Bourdieu ou Roger Chartier. Tout en s'adossant à ce type de démarche, A. Mattioli se réfère également aux réflexions concernant l'«histoire des mentalités» (Le Goff), ainsi qu'aux problèmes posés par la construction d'une biographie historique. En simplifiant, on pourrait dire que la composante première des deux études est «l'intellectuel», une figure qui prend une dimension nouvelle et particulière dans l'imaginaire social de la fin du XIX^e siècle, et depuis peu l'objet d'un courant spécifique de l'historiographie. Dans ce sens, et pour les deux études, il s'agit essentiellement d'analyses portant sur les idées et les discours produits par les protagonistes pris en considération. De surcroît l'un d'entre eux, Gonzague de Reynold (1880–1970) – un aristocrate fribourgeois acquis aux idées de la droite extrême et du conservatisme intransigeant – les conduit à se retrouver sur le même terrain. Il arrive aussi parfois que cette personnalité prenne une dimension telle que, sans être véritable-

ment dominante, elle semble pourtant en quelque sorte éblouir les deux chercheurs. L'état des sources a certes favorisé une récupération extensive de cet objet historique; car G. de Reynold a fourni non seulement une grande masse de textes littéraires, historiques, feuilletonistes, politiques et polémiques, mais il a pris soin encore de son vivant de bien placer et sauvegarder sa production intellectuelle. On ne peut donc exclure que, historien lui-même et auteur d'une biographie historique, G. de Reynold ait consciemment organisé les pistes de recherche pour ses futurs biographes...

En caractérisant l'approche générale des deux études, j'ai parlé d'«histoire intellectuelle». Si ce concept est aujourd'hui souvent avancé, il n'en demeure pas moins qu'il reste peu ou mal défini. Or il faut souligner que les méthodes propres aux deux recherches ne l'utilisent pas dans un sens limité, mais au contraire l'élargissent de manière intéressante. Chez A. Clavien, qui s'intéresse à tout un courant d'intellectuels et d'écrivains de la Suisse romande, les idées des protagonistes recoupent parfois étroitement les interactions sociales des groupes et les rapports personnels et professionnels des individus en cause. Nous nous trouvons donc souvent sur le terrain de l'histoire sociale. Dès lors, les activités des intellectuels – et c'est l'un des points forts de l'analyse d'A. Clavien – relativisent la valeur des idées «pures» et le poids du discours mondain. Nous pouvons donc assez bien saisir que l'impact d'un texte dépend largement des rapports de forces qui ordonnent les hiérarchies sociales. Dans l'étude d'A. Mattioli sur G. de Reynold, la sphère intellectuelle de ce dernier est reliée, d'une part, aux contingences du quotidien et, d'autre part, aux lieux forts de l'itinéraire biographique lui-même. Les événements particuliers et les faits matériels remettent la production intellectuelle dans son contexte, évitant ainsi de la donner pour l'expression d'une activité autonome des idées. Cette relativisation opportune fonctionne, chez A. Clavien, grâce à la construction d'un champ social qui a pour effet de ramener les idées sur des lieux concrets. Dans ce procédé, je vois un élément indispensable pour qu'une histoire intellectuelle ne débouche pas sur des paraphrases stériles.

Cependant, c'est justement par rapport à cette même problématique que les deux études se prêtent aussi à la critique. En effet, si l'histoire intellectuelle est à juste titre mise au centre, celle-ci ne livre qu'incomplètement les jalons historiques indispensables pour une interprétation et une compréhension pertinentes. Cet aspect est manifeste si l'on interroge, par exemple, la dimension et la portée politiques des *Helvétistes* ou de G. de Reynold. Car on ne peut se fier, pour l'analyse, au caractère littéraire ou artistique du discours de ces «intellectuels». En dépit de l'apparat culturel, ces hommes se conduisaient en premier lieu comme acteurs, instigateurs et exécuteurs politiques reliés étroitement à un programme idéologique et à un parti. Si ces rapports apparaissent assez souvent chez A. Clavien – ce dernier relève largement l'influence idéologique de la droite française, les débats politisés au sujet de l'identité nationale et la fondation de la Nouvelle Société Helvétique en tant que fer de lance d'un mouvement militant –, on constate néanmoins une carence quant à la présentation du contexte politique concret. On ne voit pas toujours très clairement que ces intellectuels sont, en réalité, les plumes redoutables d'importants courants de la droite helvétique. Celle-ci, faudrait-il ajouter, joue le rôle d'élément dynamique au sein des libéraux-conservateurs de la Suisse romande. En dépit de ces faits, A. Clavien renonce à esquisser clairement cette vie publique, de sorte qu'un lecteur peu avisé pourrait voir dans ces *Helvétistes* un inoffensif groupe d'intellectuels, certes souvent véreux dans leurs rapports interpersonnels, mais dont le caractère politique n'est que le résultat

aléatoire d'un grand débat culturel. Une telle interprétation, probablement peu conforme à l'intention de l'auteur, enlèverait un des aspects les plus importants de ce travail, à savoir la mise en perspective du renouvellement de la droite politique suisse moyennant un nouveau discours politico-culturel. Le risque existe d'oublier que derrière les paroles «intellectuelles» se cache une virulente dénonciation des valeurs de la démocratie libérale et des projets en cours pour un Etat social.

Chez A. Mattioli, le même problème se pose un peu différemment. Etant donné que la vie de G. de Reynold ne peut être dissociée de la vie politique suisse – de Reynold était ami et conseiller de quelques hommes d'Etat des plus hauts placés –, cet aspect s'impose de lui-même. Mais c'est par deux procédés d'interprétation que A. Mattioli tend d'une certaine façon à «disculper» de Reynold. D'une part, il souligne, à mon avis trop souvent, une prétendue distance intellectuelle de son protagoniste par rapport aux mouvements politiques dans lesquels il s'implique. Ce type d'interprétation apparaît notamment quand il s'agit des rapports de G. de Reynold avec des organisations d'extrême droite ou des régimes fascistes ou autoritaires de l'étranger. D'autre part, l'idéologie ouvertement antidémocratique de G. de Reynold est relativisée par des explications cherchant à objectiver les faits. Dans ce sens, A. Mattioli intervient quelque fois avec une prédisposition méthodologique un peu particulière: il tente par exemple de dissocier la complicité de G. de Reynold avec l'extrême droite en créant l'image d'un intellectuel de l'ancienne noblesse motivé uniquement par son amour nostalgique pour un passé aristocratique glorieux.

Si j'ai relevé ce problème des références contextuelles, en l'occurrence les rapports au système politique, c'est pour rendre attentif à une question importante sur le plan méthodologique. Avec la construction d'un «champ» ou d'un «objet» historique – ici un groupe d'intellectuels et la biographie d'une personne –, le chercheur privilégie implicitement des points de vue spécifiques et intrinsèques à l'objet de l'étude même. De là, il n'y a qu'un pas vers une herméneutique historiciste peu favorable à la compréhension critique.

En parlant d'intellectuels, par exemple, on suppose l'existence d'un groupe social particulier, offrant apparemment à l'historien un champ bien circonscrit. Pour des raisons bien compréhensibles, on est tenté d'accorder à ce champ une certaine autonomie, et ceci d'autant plus que les sources (par exemple une correspondance abondante) donnent l'image d'une interaction sociale dense et pertinente, relativement dissociée du contexte général. En ce sens, la notion d'«intellectuel» est particulièrement floue. Nous avons trop rapidement accepté ce terme comme allant de soi, sans nous interroger sur ce qu'il recouvrait comme réalité socio-historique. Ce n'est par ailleurs que l'historiographie française qui a fait de l'histoire des intellectuels un domaine particulièrement élaboré, mais pas forcément transposable. Il convient aussi de se rappeler les propos d'A. Gramsci, expliquant l'avènement des intellectuels en tant que phénomène de l'organisation culturelle des classes dominantes. En examinant les *Helvétistes* de cette manière, on pourrait esquisser des perspectives surprenantes. Car l'activité croissante de ce groupe d'écrivains et de journalistes correspond fort bien à la reconstruction du pouvoir politique et social des libéraux-conservateurs en Suisse romande. Et cette évolution s'inscrit parfaitement dans le processus de formation d'un nouveau bloc bourgeois – c'est ainsi qu'il se désignera lui-même –, qui remplacera la fameuse «hégémonie» (Erich Gruner) des radicaux du XIX^e siècle. Il ne s'agit d'ailleurs pas d'un phénomène typiquement suisse, mais d'une évolution générale qui marque la société civile du début du siècle et qui prépare les nouvelles formes du pouvoir dans la société de masse du XX^e siècle.

L'étude d'A. Mattioli exige un complément d'interprétation semblable. L'activité intellectuelle de G. de Reynold n'est pas en premier lieu, comme nous le suggère parfois l'auteur, la simple réaction individuelle d'un aristocrate à la modernité. Il s'agit au contraire d'un investissement de la modernité par une force politique traditionnelle, à savoir les catholiques-conservateurs. Son succès porte justement sur une combinaison qui caractérise également la personnalité de G. de Reynold: le rattachement du conservatisme traditionnel au nouvelles formes politiques et culturelles de l'extrême droite.

Les recherches d'A. Clavien et d'A. Mattioli, identifiées au prime abord et de manière un peu superficielle comme contributions à l'histoire intellectuelle de la Suisse, nous ont sans aucun doute apporté un nouveau regard sur une phase significative de l'histoire suisse. Elles relèvent notamment l'importance de la période portant sur les années avant et pendant la Première Guerre mondiale. En se référant aux nouvelles approches méthodologiques, les deux auteurs ont provoqué une réflexion utile sur notre travail d'historien. Cependant, leur construction d'un objet historique «unique», même lucide et dense, risque de dissimuler des enjeux importants. Il convient de rappeler que c'est durant la période prise en compte par ces deux études que la Suisse du libéralisme révolutionnaire – de l'utopie du printemps des peuples de 1848 – bascule vers un libéralisme conservateur qui accordera une place importante à la droite et aux forces réactionnaires (sans parler du quadrillage de la gauche). Il est donc nécessaire de lire l'analyse des «intellectuels» ou l'«histoire intellectuelle», même si elles se présentent sous la forme d'images culturelles, comme une histoire politique de ce changement.

Hans-Ulrich Jost, Lausanne

Die Erkenntnis, dass die Intellektuellen im Rahmen einer erneuerten Politikgeschichte von hohem Interesse sind, scheint sich, angeregt durch die theoretischen Arbeiten des Soziologen Pierre Bourdieu und die Bücher der französischen Historiker Christophe Charle und Jean-Francois Sirinelli, langsam auch in der Schweiz durchzusetzen. Nachdem Hans Ulrich Jost im Herbst 1992 einen ersten Überblick über die Intellektuellen der neuen Rechten vorgelegt hat, muss das Buch Alain Claviens sowohl vom methodischen Ansatz als auch von der verwendeten Begrifflichkeit her als erster schweizerischer Beitrag zur noch jungen Disziplin der «histoire des intellectuels» Beachtung finden. Im Gegensatz zu Alfred Berchtolds brilliantem, aber zuweilen etwas additiv geratenem Standardwerk über das Westschweizer Kulturleben werden die Intellektuellen bei Alain Clavien nicht als durch Talent verwöhnte Angehörige der schöngestigen Metiers dargestellt, die ihre Schreibbegabung in den Dienst hehrer Ideen stellten. Das Neuartige an seinem Buch besteht vielmehr darin, dass er die welschen Kopfarbeiter als interessengeleitete Figuren in einem eng umrissenen «literarischen Feld» (Pierre Bourdieu) darzustellen versucht und damit immer auch ihre Karrierestrategien im Auge behält.

Mit feinem Gespür dafür, dass die beiden letzten Jahrzehnte vor dem Ersten Weltkrieg eine entscheidende Zeit im noch kaum erforschten Formationsprozess der schweizerischen Intellektuellen bilden, analysiert Alain Clavien im ersten Teil des Werkes die Strukturen des intellektuellen Mikrokosmos in der Romandie. Mit Recht verweist er auf die karriereentscheidende Bedeutung der Feuilletons in den überregionalen Tageszeitungen von Genf und Lausanne. Als wichtige Tribünen des intellektuellen Lebens nimmt er aber auch die vielen kleinen Literaturzeit-

schriften in den Blick, die den literarischen Aufsteigern ihre Spalten häufig schon zu einem Zeitpunkt öffneten, als ihnen die «Semaine littéraire» und die «Bibliothèque universelle» noch verschlossen waren. Gleichzeitig stellt er interessante Beobachtungen über den kulturellen Nepotismus und die übermächtigen Vaterfiguren in der Literaturszene der französischen Schweiz an, wenn er etwa auf die zentrale Bedeutung der im liberalen Bildungsbürgertum verankerten Literaturpäpste Philippe Godet, Gaspard Vallette, Philippe Monnier und Paul Seippel hinweist, an denen die jungen Schriftsteller und Publizisten auf ihrem Weg nach oben kaum vorbeikamen.

Neben diesen strukturellen Betrachtungen ist das Interesse Alain Claviens stets auch auf den sich immer deutlicher abzeichnenden intellektuellen Klimawechsel gerichtet, der schliesslich zum Ende der freisinnigen Kulturhegemonie führte. Im Mittelpunkt seiner soziologisch inspirierten Dissertation stehen jene Zirkel rechtsgerichteter Intellektueller, die sich seit der Genfer Landesausstellung von 1896 über die Möglichkeit einer Nationalliteratur den Kopf zerbrachen, in kurzlebigen Zeitschriften wie der «Revue helvétique» und der «Voile latine» einem kulturellen Nationalismus das Wort redeten, um diesen dann zur Zeit des heftig umstrittenen Gotthard-Vertrages in der Gestalt des «Helvetismus» zu einer nationalistischen Ideologie rechter Couleur umzufunktionieren. Der Lausanner Historiker untersucht in diesem Zusammenhang auch den kollektiven Eintritt der welschen Intellektuellen in die Politik, den er mit dem wachsenden Widerwillen gegen die radikaldemokratische Vorherrschaft in den Kantonen Genf und Waadt sowie der xenophoben Abwehr gegen die vermeintliche «Überfremdung» der Schweiz in Zusammenhang bringt.

Im zweiten Teil seiner Studie fokussiert Alain Clavien den Blick auf die sogenannten «Helvétistes». Im Unterschied zu den «Burgondes» um die Gebrüder Alexandre und Charles-Albert Cingria, die sich durch das kulturelle Erbe Lotharingens, Burgunds und Savoyens inspiriert fühlten und seit 1909 als übereifrige Parteigänger der Action française in Erscheinung traten, erklärten jene die Traditionen der vorrevolutionären Schweiz zum Mass aller Dinge. Durch eine gruppenbiographische Annäherung an führende «Helvétistes» wie Gonzague de Reynold, Robert de Traz und Paul de Vallière arbeitet er minutiös ihre auf die «vieille Suisse» rekurrierende Ideologie heraus, ohne jemals aus den Augen zu verlieren, dass auch diese Gruppe keineswegs homogen war. Immer wieder dient ihm dabei die intellektuelle Entwicklung des jungen Freiburger Patriziers Gonzague de Reynold, des bedeutendsten Theoretikers des neohelvetischen Nationalismus, als Leitfaden. Im Unterschied zum Schreibenden begreift er den führenden Vordenker der autoritären Erneuerung in der Schweiz aber nicht als Überzeugungstäter, der als standesbewusster Aristokrat gesellschaftliche Tabubrüche grundsätzlich nicht scheute, sondern als karrieresüchtigen, jeden Schritt wohl kalkulierenden und durch und durch opportunistischen Intellektuellen.

Gegen Ende des Buches gelangen die politisch-ideologischen Auseinandersetzungen zwischen den «Burgondes» und den «Helvétistes» breit zur Darstellung. Anders als Alain Clavien jedoch meint, hing der jähe Untergang der Zeitschrift «La Voile latine» nicht mit der Frage zusammen, welche der beiden Denkschulen mit grösserem Recht das Monopol auf das Gedankengut der Action française beanspruchen durfte. Die «Helvétistes», die ästhetisch und ideologisch viel stärker vom «Erd- und Totenkultus» des Dichters Maurice Barrès als von Charles Maurras beeinflusst waren, erkannten schon sehr früh, dass es für sie als schweizerische Konservative nicht darum gehen konnte, den integralen Nationalismus der Action

française zu kopieren. Ihre eigentliche Aufgabe sahen sie vielmehr darin, einen durch und durch helvetischen Nationalismus zu entwickeln, der die «wahren Traditionen» des Landes in zeitgemässer Form mit der modernen Welt in Einklang bringen sollte. Mit der Zeitschrift «Les Feuilletts» und der im Februar 1914 vollzogenen Gründung der Neuen Helvetischen Gesellschaft gelang ihnen dies zumindest ansatzweise. Es ist deshalb nicht ganz überzeugend, die «Helvétistes» als Vertreter eines «gemässigten Maurrassismus» (S. 151) zu deuten. Obwohl Alain Clavien den Ursprüngen des Helvetismus bis in die feinsten Verästelungen nachspürt, hätte man sich zuweilen gewünscht, dass er diesen vermehrt auch als konservative Antwort auf die Krisen- und Verlusterfahrungen der schweizerischen Vorkriegsgesellschaft interpretiert hätte.

Trotz dieser Einwände ist das stets gut lesbare und auch optisch schön gestaltete Buch eine der wichtigsten Neuerscheinungen der letzten Zeit. Methodisch reflektiert und in differenzierter Weise wird darin aufgezeigt, dass der Helvetismus nie eine rein literarische Strömung war, sondern als eigenständige schweizerische Spielart in den Kreis jener «Nationalismen von rechts» (Eric J. Hobsbawm) gehört, die nach 1900 fast überall in Europa im Zeichen neorechter Utopien zum Sturm auf die bürgerlichen Gesellschaften bliesen. Das Hauptverdienst der Studie besteht im überzeugend gelungenen Nachweis, dass der Vorabend des Ersten Weltkrieges auch in der Schweiz eine wichtige Zeit der Experimente war, ohne die viele spätere Entwicklungen auf dem Gebiet des intellektuellen Lebens und der politischen Kultur letztlich unerklärbar bleiben.

Aram Mattioli, Basel

Sans tambour ni trompette, mais avec beaucoup de rigueur et de savoir, Alain Clavien apporte sa pierre au débat qui agite depuis une dizaine d'années environ l'histoire intellectuelle française. Par son approche d'abord, nourrie de son excellente connaissance des récents enjeux historiographiques, l'auteur des *Helvétistes* offre l'exemple d'un ouvrage réussi où se mêlent subtilement et sans dogmatisme aucun l'étude d'un réseau intellectuel et celle de partis pris idéologiques qui en émanent. Par l'exemple choisi ensuite, Alain Clavien contribue à l'élaboration d'une histoire intellectuelle de l'Europe qui ne se construira que sur la base de l'analyse des échanges intellectuels entre nations, des modèles empruntés, des exemples suivis ou rejetés. Autant dire d'emblée que cet ouvrage est important et qu'il mérite une lecture attentive.

Les historiens de la France de la fin du XIX^e et du début de XX^e siècle n'ont souvent d'autre connaissance des milieux investis par Clavien que celle de Ramuz (d'ailleurs jugé bien trop parisien par ses amis helvétistes) ou celle de Gonzague de Reynold proche des milieux de l'Action française. Ils auraient maintenant intérêt à en savoir beaucoup plus tant le cas du nationalisme suisse présente à l'état presque chimiquement pur nombre de questions implicites à l'œuvre dans le débat intellectuel français à la même époque. Derrière le livre de Clavien se posent aussi les problèmes afférant aux rapports de domination culturelle entre modèles culturels nationaux. La France invente en effet peut-être beaucoup moins qu'elle ne le croit ou affecte de le croire. Cette période est aussi celle de son reflux. Elle est alors en passe de perdre ce qu'il lui restait d'hégémonie culturelle sur l'Europe. Dans les Congrès internationaux, l'usage de la langue française recule au profit de l'allemand et de l'anglais. L'Allemagne, mais aussi la Belgique, à laquelle on pourrait désormais ajouter la Suisse après la lecture du livre d'Alain Clavien, viennent se poser comme autant d'alternatives possibles, comme autant de lieux d'invention.

L'un des points forts du beau travail de Clavien réside dans la mise en œuvre d'une approche originale qui prouve qu'il est possible d'élaborer une histoire intellectuelle du politique sans s'en tenir à la seule histoire des idées. Non que les contenus soient ici négligés. Au contraire: ils trouvent une place de premier ordre et demeurent l'objet dernier de l'analyse. Il n'en demeure pas moins que Clavien ne s'en est pas tenu à l'exégèse de débats d'ailleurs passionnants. Appuyée, sans esprit sectaire aucun, sur certains acquis de la sociologie de la culture de Pierre Bourdieu, de Roger Chartier ou de Christophe Charle, cette histoire des idées politiques s'arrime, sans l'artillerie lourde d'indépassables logiques déterministes, à une réelle histoire sociale au sens restreint (la saturation du champ intellectuel dégageait un prolétariat intellectuel aux aspirations rentrées dont profite le nationalisme helvétique) comme dans un sens plus large lorsque sont étudiées des pratiques sociales. Il est bien rare de voir à ce point accompli, et avec autant d'aisance, le projet altier d'articuler une histoire sociologique des intellectuels à une histoire «polémologique» des idées, pour reprendre l'heureuse expression d'Alain Clavien. On ne peut que se satisfaire de ce dialogue toujours nécessaire – et particulièrement rare en histoire contemporaine – entre l'histoire, les sciences sociales et la philosophie et se féliciter de l'émergence de cette histoire politique, à dimension anthropologique, qui fait en outre appel à des sources très souvent inédites ou exploitées par un biais nouveau. Clavien fait ainsi une consommation effrénée de correspondances (celle échangée entre Gonzague de Reynold et Paul Seippel est une aubaine) et de revues qui lui permettent de reconnaître des milieux et d'en saisir le fonctionnement. Les influences sont ici fondées et non plus seulement supposées dans le cadre d'astucieux rapprochements qui confinent souvent aux plus brillants jeux de mots. Il y a enfin dans cet ouvrage la volonté de reconstituer le relief d'une vie intellectuelle et non pas de sortir des oubliettes, par une vague cuistrerie, des personnages habituellement négligés, parfois d'ailleurs tout à fait à juste titre. Clavien n'oppose pas une histoire des «petits» intellectuels à une histoire des «grands». Il tente de remettre chacun à sa place dans son temps.

Mais cet ouvrage ne témoigne pas seulement de la réussite d'un genre. Il est aussi une mine d'informations intelligemment présentées. Le seul regret que l'on pourrait porter à ce niveau de l'analyse est l'absence quasi complète d'éléments susceptibles d'éclairer la dimension proprement littéraire de l'œuvre entreprise par les helvétistes. Alain Clavien a placé au centre de son enquête la question nationale. Comment d'ailleurs ne pas le suivre tant l'identité suisse occupe l'espace tout entier de la démarche retenue par les amis de Gonzague de Reynold? A partir du cas suisse, Clavien montre bien, et jusqu'à l'absurde parfois, à quel point la définition moderne de la nation constitue un mélange étrange de fantasmes, d'affects, de science réelle ou imaginaire et qu'elle forme un «point de référence», dirait Lévi-Strauss, sans existence réelle. L'obsession identitaire enflamme d'ailleurs l'ensemble de la vie intellectuelle européenne à la fin du XIX^e siècle. Les historiens, en miroir sans doute d'une autre fin de siècle, se sont emparés du sujet durant ces dernières années et s'appliquent à examiner la genèse de la notion, ses avatars et ses changements de sens. L'histoire de la France a ainsi profité du regard porté sur l'histoire intellectuelle de la nation par des historiens américains, d'Eugen Weber à Herman Lebovics. Hans Ulrich Jost avait, pour l'espace suisse, donné sur le sujet la première importante contribution. Alain Clavien a rouvert le dossier du côté de l'histoire intellectuelle et soulève des questions qui ne manqueront pas de retenir tous les historiens attirés par l'étude de la genèse du concept moderne de nation dans l'Europe de l'immédiat avant-guerre.

Le nationalisme des helvétistes présente des caractéristiques propres liées à la situation exceptionnelle du pays. Il trouve d'abord des racines géographiques auxquelles s'accroche une culture en mal d'autonomie. Le Suisse est alpicole. L'essence helvétique ne peut se formuler au-delà de cet adjectif. Comment en effet définir une culture qui ne peut se réduire ni à une religion ni à une langue comme tente de l'accomplir dans les mêmes années le nationalisme de ses plus proches voisins. Il est vrai qu'on trouvera aisément de telles alliances, entre la géographie et la culture, en France même, en dépit d'une unité dite séculaire: de Maurice Barrès et sa colline de Sion à Charles Maurras blotti dans sa Provence natale. On aurait aimé savoir si les helvétistes eurent connaissance des grandes thèses de géographie alors en voie d'émergence et des premiers pas de l'anthropologie des peuples telle qu'elle se dessinait en France, en Allemagne ou en Italie. Les helvétistes semblent en effet passer à côté du racisme scientifique comme outil de définition possible. Ces sympathisants de l'Action française ne semblent guère faire écho à l'antisémitisme de Maurras et de quelques autres. Pourrait-on conclure que le marquage linguistique a permis aux helvétistes de faire l'économie d'un racisme fondé sur des critères physiques? Cette sensibilité géographique, parfois écologique (plusieurs textes reviennent sur les dangers que le tourisme semblait faire courir à la nature suisse), est singulièrement manifeste dans ces mouvements nationalistes que furent Wissen und Leben (qui lance une revue du même nom en 1907) ou le Heimatschutz.

L'autre aspect important est la réactivation du débat autour de la nation dans le cours des années 1910. Ce phénomène est européen. L'entrée de nouveaux collaborateurs dans *La voile latine* (qui avait toujours refusé les collaborations allemandes) en 1910 témoigne d'un changement de ton. Dès 1908, Robert de Traz y avait fait pénétrer la politique en introduisant Maurras et Barrès. En 1911, les frères Cingria lancent, dans le même esprit de radicalisation nationaliste, un nouveau périodique, *Idées de demain*, qui devint ni plus ni moins que l'organe de l'Action française en Suisse. Gonzague de Reynold accentua sa dimension politique à la même époque. Le débat, qui avait pu jusqu'alors se cantonner sur les rivages de la littérature, se trouvait désormais absorbé dans le tourbillon de la politique. Le désenchantement démocratique, produit par l'écrasante domination du Parti radical depuis tant d'années, conduisait tous ces intellectuels nationalistes à condamner la démocratie comme le régime de la médiocrité et à défendre la nécessité d'établir un régime aristocratique. «J'ai horreur des démocraties», finit par écrire Nora Gross à Reynold. Tout se passe également comme si une prescience de la guerre poussait les intellectuels à rendre plus grave un débat demeuré trop léger. Le livre d'Alain Clavien prend toute la mesure de ce tournant culturel des années 1910.

Bien d'autres aspects de cet ouvrage ne manqueront pas de susciter réflexions et discussions. L'un d'entre eux ne peut manquer, pour finir, de nourrir la discussion ayant trait à la figure de l'intellectuel et à la place que celle-ci occupe, depuis l'affaire Dreyfus, dans ce qu'il est convenu d'appeler l'exceptionnalité française. A lire Clavien, il apparaît clairement que ce modèle s'est exporté mais difficilement. L'histoire comparée des deux nations nous aidera sans doute à mieux comprendre pourquoi. Car c'est davantage dans les différences que dans les ressemblances que le comparatisme enrichit notre connaissance intime des sociétés.

Christophe Prochasson, Paris